

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 12/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NEOVALY**

2870 Avenue de l'Europe  
69140 Rillieux-la-Pape

Références : UD-R-23-SSDAS-057-ACA  
Code AIOT : 0006104050

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement NEOVALY implanté 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 4 avril 2023 a été menée dans le cadre de l'action régionale sur les conditions de stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEOVALY
- 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mise en service en juillet 1989, sur la commune de RILLIEUX-LA-PAPE, l'usine d'incinération

appartient au Grand Lyon. Cette usine est exploitée dans le cadre d'un marché d'exploitation de 2020 à 2027 par la société NEOVALY (antérieurement dénommée VALORLY), filiale du groupe SUEZ. Ce marché a intégré une partie importante de travaux de rénovation, conduits principalement en 2020 et 2021. Fin 2021, l'ancienne chaudière de secours située dans l'enceinte de l'usine a été déposée. Elle a été remplacée par des équipements externes à ce site ICPE, assurant la sécurité d'approvisionnement du réseau de chauffage urbain.

L'usine dispose de 2 fours de capacité unitaire de 12 t/h. La fosse, d'une capacité volumique de 6000 m<sup>3</sup>, a été dimensionnée initialement dans la perspective de la création d'un 3<sup>e</sup> four (projet abandonné). L'épuration des fumées se fait essentiellement par voie humide. La chaleur produite par les fours est récupérée puis valorisée par l'intermédiaire d'un réseau de chauffage urbain sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole (réseau Plateau Nord) qui alimente environ 8 300 équivalent-logements. Ce réseau est en développement vers Caluire. L'usine dispose également d'un turboalternateur produisant de l'électricité pour les besoins internes de l'usine, le surplus d'électricité produite rejoignant le réseau ENEDIS.

Par délibération en date du 27 juin 2022, la métropole du Grand Lyon a adopté son schéma directeur déchets à l'horizon 2030 et ce schéma prévoit bien la pérennisation de cette usine à cet horizon temporel.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions de stockages de produits chimiques : étiquetage et FDS ;
- rétentions ;
- et état des stocks des produits chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Suites de l'inspection du 21/09/2022	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et la gestion des produits chimiques est correcte. Toutefois, l'ensemble des prescriptions imposées à l'exploitant ne sont pas respectées, des actions sont à mener afin de se conformer, notamment concernant l'étiquetage CLP, les fiches de données de sécurité, mise à disposition d'absorbants, état des matières stockées. Par ailleurs, des éléments sont attendus, notamment sur les volumes de rétention, le contrôle de l'étanchéité des rétentions et les dispositifs de mesure de la hauteur de remplissage des cuves.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Le règlement CLP impose que les produits chimiques comportent les informations suivantes en français : <ul style="list-style-type: none"><li>- identité du fournisseur ;</li><li>- identificateurs du produit ;</li><li>- pictogrammes de danger ;</li><li>- mention d'avertissement ;</li><li>- mentions de danger ;</li><li>- conseils de prudence ;</li><li>- section des informations supplémentaires ;</li><li>- quantité nominale pour les produits mis à disposition du grand public (sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage).</li></ul> Demande n°1 : l'exploitant justifie sous trois mois de la mise en conformité relative à l'étiquetage de l'ensemble des produits chimiques conformément à la réglementation CLP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'Inspection les FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Ammoniac en solution 24,5 %, fournisseur YARA, révisée le 02/01/2023</li><li>- Kleen MCT103, fournisseur Suez WTS, révisée le 25/08/2022</li><li>- Drewfloc 2214-EU, fournisseur Solenis, révisée le 09/10/2018</li></ul> L'Inspection rappelle que l'annexe II du règlement REACH a été modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des FDS. Les FDS révisées avant le 1er janvier 2021 sont obsolètes.  Les FDS sont accessibles en salle de contrôle (classeur dédié) ainsi que sur le réseau interne. Elles ne sont pas accessibles à proximité dans les locaux de stockage des produits chimiques. L'affichage des EPI est indiqué, concernant le dépotage de l'ammoniaque, la procédure est affichée à proximité du poste de dépotage.  L'exploitant a présenté en séance les plans de localisation des RIA. L'Inspection a constaté la présence d'extincteurs à proximité des zones de stockage de produits chimiques. Par ailleurs, L'Inspection a également constaté qu'un extincteur était disponible à proximité de la cuve d'ammoniaque, cet extincteur n°52 nécessitait une clé pour pouvoir l'utiliser.  Demande n°2 : l'exploitant contacte les fournisseurs des produits chimiques utilisés afin d'obtenir les FDS conformes au règlement (UE) n°2020/878.  Demande n°3 : l'exploitant transmet sous un mois un plan de l'ensemble des moyens d'extinction présents sur le site. Par ailleurs, il explique pourquoi l'extincteur à proximité de la cuve d'ammoniaque nécessite une clé pour pouvoir être utilisé et précise la consigne associée à cette utilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
<b>Constats :</b> Les rétentions mobiles disposent d'une étiquette mentionnant le volume maximal autorisé. Certains fûts stockés dans la grande armoire de produits chimiques ne disposent pas d'indication des volumes maximums autorisés.  L'Inspection a constaté que les volumes totaux des bidons/fûts ne dépassaient pas le volume maximal indiqué sur les rétentions.  Le site comporte également des réservoirs pour les grosses cuves de produits chimiques : ammoniacale, acide, charbon actif, ...  Demande n°4 : l'exploitant précise sous un mois le mode de calcul du volume maximal autorisé par capacité de rétention.  Demande n°5 : l'exploitant indique sous un mois le volume de rétention de la grande armoire de produits chimiques et justifie que la rétention est suffisante pour les fûts présents dans cette armoire.  Demande n°6 : l'exploitant justifie sous un mois du dimensionnement suffisant des réservoirs présents sur le site. Par ailleurs, l'exploitant précise les volumes de rétention associés aux aires de dépotage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> Les rétentions mobiles et réservoirs semblaient en bon état. De plus ils étaient tous situés dans des endroits couverts et donc étaient exempt d'eau.  Certains produits sont stockés dans des cuves double peau (notamment soude, cortrol), d'autres dans des réservoirs maçonnés (acide chlorhydrique), réservoir enterré (ammoniaque) ; les fûts sont sur des récipients mobiles acier (armoire) et les bidons sur des récipients mobiles plastique.  L'exploitant a précisé que des rondes étaient réalisées avec contrôle visuel des rétentions.  Dans la zone de stockage de la soude, de l'acide et des produits pour l'osmoseur, se trouve un regard qui est raccordé au rejet eaux usées (puis à la station d'épuration collective), une plaque d'obturation se trouve à proximité afin de condamner ce regard en cas d'épandage de substances au sol.  L'Inspection a constaté la présence de quelques fûts d'huile à proximité du bassin de décantation, ces derniers se trouvaient sous abri. Les autres fûts d'huile sont stockés dans un local sous la fosse de réception des déchets à incinérer.  De manière générale, l'Inspection a noté l'absence de dispositif d'absorption à proximité des produits liquides, le stock de produit absorbant se trouve dans le local sous la fosse de déchets.  Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les produits pour la station d'épuration interne (acide et soude) n'étaient plus transportés du lieu de stockage jusqu'à la step, ils sont acheminés via des canalisations en PVC à double paroi. Ceci afin d'éviter les manipulations de produits, par ailleurs, les mélanges nécessaires pour le traitement de eaux sont réalisés par machine.  Enfin, l'exploitant a expliqué que l'électrovanne liée à la zone de dépotage de l'ammoniaque était en tout le temps en position ouverte sauf aux moments des dépotages où elle était fermée.  Demande n°7 : l'exploitant justifie sous un mois des moyens de contrôle visuel des rétentions et



de leur fréquence. Par ailleurs, l'étanchéité des rétentions doit faire l'objet d'un contrôle à une fréquence adaptée. L'exploitant justifie sous un mois de la mise en place d'un programme de suivi de l'étanchéité des rétentions.

Les contrôles (visuel et étanchéité) doivent également être menés sur les canalisations de transport de produits dangereux ainsi que les cuves double peau.

Demande n°8 : sous un mois, l'exploitant place à proximité des produits liquides, les produits absorbants nécessaires.

Demande n°9 : l'exploitant précise sous un mois, la position des dispositifs d'obturation des autres aires de dépotage (soude, acide, GNR, ...) ainsi que la fréquence de contrôle du bon fonctionnement de ces dispositifs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage

**Constats :** L'Inspection a constaté la présence d'affichage sur les incompatibilités chimiques ainsi que des plans de stockage des produits (et de quelques déchets) dans les 2 armoires extérieures. Ces armoires servant au stockage des produits en petits contenants destinés au fonctionnement des TAR, osmoseur et step.

Il n'y avait pas d'affichage spécifique au niveau du stockage des produits en bidons destinés au fonctionnement de l'osmoseur. Les autres produits stockés dans des cuves disposaient d'un étiquetage indiquant ce qu'ils contenaient.

La soude et l'acide chlorhydrique sont stockés dans le même local, l'acide se trouve dans une cuve et dispose d'une rétention en béton et la soude est stockée dans des cuves double peau.

A noter que les emplacements des produits présents dans les armoires ne respectaient pas toujours les plans affichés.

L'exploitant a expliqué que les cuves disposaient d'alarmes de niveau haut, certaines étant reportées en salle de commande.

Demande n°10 : l'exploitant s'assure du respect des emplacements définis par les plans concernant les produits et déchets liquides entreposés dans les armoires extérieures.

Demande n°11 : sous un mois, l'exploitant justifie de la présence de dispositif de mesure de la hauteur de remplissage ou d'un capteur de niveau haut et précise la localisation de l'alarme (au niveau de la cuve et/ou de la salle de commande). Par ailleurs, l'exploitant justifie du contrôle de bon fonctionnement de ces dispositifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté dans un premier temps l'état des stocks des produits dangereux réceptionnés par camion (soude, acide chlorhydrique, ammoniacque, chaux, charbon actif). Il a ensuite précisé que les produits reçus en petits contenants utilisés pour le fonctionnement de la step, des TAR et de l'osmoseur sont référencés dans un autre tableau. En revanche, l'exploitant ne tient pas un état des stocks des huiles utilisées sur le site et du GNR présent.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un plan comportant notamment les produits dangereux stockés sur le site avec les quantités maximales susceptibles d'être présentes. Ce plan est placé dans une boîte à l'entrée du site et à disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Demande n°12 : l'Inspection rappelle que conformément à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 l'exploitant doit tenir à jour un état des matières stockées y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état doit être facilement accessible et tenue en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Sous un mois, l'exploitant justifie de la tenue d'un état des stocks des produits présents sur le site complet et à jour.</p> <p>Demande n°13 : sous un mois, l'exploitant transmet le plan général des stockages de produits dangereux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la fiche réflexe relative à une fuite d'acide ou de soude. Elle comporte la liste des EPI nécessaires, le mode opératoire détaillé. Elle ne comporte pas les numéros d'urgence à appeler. L'exploitant a précisé qu'en cas d'accident/incident, la consigne était d'appeler la salle de commande, qui se chargera de contacter les secours.  Les consignes de sécurité sont disponibles en salle de commande et sur le serveur interne.  L'exploitant a ajouté que le personnel en charge du dépotage avait reçu une habilitation produits chimiques et qu'il y avait régulièrement des exercices internes, notamment à destination des nouveaux arrivants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Suites de l'inspection du 21/09/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Monitoring de la STEP interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La station de traitement des eaux polluées (STEP) est directement gérée par les équipes de quart en 5*8, notamment sur la base des informations transmises par la ronde du matin. Un deuxième suivi est fait une fois par mois par du personnel de SUEZ WTS, notamment la vérification des stocks de réactif présent. Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté la présence d'eau stagnante dans la zone extérieure de dépotage des produits chimiques. Cette zone est actuellement utilisée en partie pour l'égouttage de boues de STEP produites en interne, dans 2 bennes dédiées. Cette zone de rétention extérieure doit faire l'objet d'un pompage manuel pour renvoyer l'eau à l'intérieur de l'usine, vers les équipements de traitement d'eau. En cas de pluie forte, l'Inspection a noté que l'eau stagnante de cette zone pourrait rejoindre les eaux pluviales, sans dépollution adaptée (simple passage dans un débourbeur déshuileur). L'Inspection constate que cette installation génère un effluent interne de façon régulière, alors que la zone n'est prévue que pour le recueil d'écoulement accidentel de produits chimiques, lors du dépotage des camions. L'exploitant doit installer un système de vidange adapté à ce nouveau flux. L'exploitant

présente le système technique et organisationnel retenu en cas de maintien des 2 bennes dans cet espace dédié à l'égouttage, afin d'éviter tout risque de débordement dans les eaux pluviales du site.

**Constats :** Le jour de la visite, l'inspection a constaté que des travaux d'aménagement étaient en cours au niveau de l'aire de dépotage de la soude/acide et qu'il n'y avait pas d'eau stagnante dans la zone.

Une seule benne géotube était présente.

Les travaux consistent en la création d'un puisard d'une plus grande capacité. L'inspection a constaté la présence d'un bourrelet en béton autour de la zone permettant la rétention d'une éventuelle pollution.

L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas d'incompatibilités entre les égouttures issues des mâchefers, condensats d'eaus de purge, eaux de lavage des sols, etc. Et les produits chimiques susceptibles d'être déversés sur cette zone.

La vanne d'obturation de la zone est en position ouverte sauf en cas de dépotage ou de fortes pluies (les eaux de la zone sont dirigées vers le réseau d'eau pluviale collectif). L'exploitant précise que maintenant la vanne est quasiment tout le temps en position fermée. L'exploitant ajoute que le curage du puisard est réalisé en fonction de l'activité et sur contrôle visuel ; en moyenne il y a un nettoyage toutes les 5-6 semaines.

Demande n°14 : l'exploitant justifie sous un mois du dimensionnement suffisant du puisard afin d'éviter un débordement en cas de fortes pluies.

Par ailleurs, en cas d'ouverture de la vanne, notamment en cas de fortes pluies, l'exploitant doit s'assurer que les égouttures des bennes géotube soient contenues.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours